

3°) SOMMET MONÉTAIRE . . .

Le Président de la République : La crise économique et financière actuelle affecte profondément le monde occidental. Les Etats-Unis en sont probablement moins conscients que nous car leur économie est principalement domestique. Sur tout cela se greffe un conflit idéologique qui reste très actif. M. BREJNEV ne peut pas ne pas miser sur l'aggravation des désordres économiques et sociaux et sur la montée du chômage. A cet égard, l'incapacité apparente où nous nous trouvons de faire face à cette crise est pour l'Occident un très grave élément de faiblesse. Et cela d'autant plus qu'il y a un contraste avec l'impression de stabilité apparente et de développement apparent que donnent les pays de l'Est, croissance, plein emploi, etc. Il faut donc que nous nous montrions en mesure d'exercer notre responsabilité collective. C'est un sujet fondamental dont les leaders politiques n'ont pas jusqu'à maintenant parlé, laissant la question aux experts.

Le simple fait de dire que nous allons étudier et analyser en commun la situation économique et financière de l'Occident en vue de définir des orientations communes produira une impression profonde. Il ne s'agirait pas de rentrer dans des détails ni d'examiner les arrangements monétaires particuliers. Ce qu'il faut, c'est montrer que nous sommes décidés à exercer notre responsabilité commune en temps de crise. Le moment est venu de le faire.

.../...

M. FORD indique que ce sont effectivement les thèmes qu'il a de son côté évoqués avec M. SCHMIDT, qui lui-même a parlé sur la base des conversations qu'il venait d'avoir avec M. GISCARD d'ESTAING. Il croit, lui aussi, qu'il est essentiel de coopérer pleinement entre puissances occidentales et d'intégrer nos actions. Il passe alors à l'examen de la situation générale qui a créé un véritable traumatisme dans l'opinion américaine au cours de ces six derniers mois. Il y a incontestablement un danger de destruction du tissu de l'économie des structures occidentales. Il y a une réaction émotionnelle aux Etats-Unis. Le Gouvernement américain, pour sa part, a suivi une politique très dure, très active et il est heureux d'annoncer qu'il y a un certain nombre d'indices de résultats encourageants dans les dernières semaines. En particulier, le chômage est en train de baisser. Mais le danger est loin d'être passé.

M. WILSON et M. SCHMIDT soulignent que la hausse des taux d'intérêts américains pose un problème très sérieux aux économies et aux finances de l'Europe occidentale. Le problème est que les Etats-Unis songent d'abord à eux-mêmes et à leur propre économie avant de se préoccuper des répercussions que leurs mesures peuvent avoir sur l'économie des autres.

Le Président de la République note que même cette remarque est encore trop technique. Il faut que nous démontrions notre capacité à prendre en main notre destinée

.... / ...

économique Il faut une réflexion et une action commune et il faut que cela soit manifesté au niveau politique. Le point d'application de la politique n'est pas toujours le même domaine. Actuellement, c'est le domaine économique et social qui doit être son point d'application privilégié.

M. KISSINGER demande selon quelle procédure tout cela pourra être fait ?

M. WILSON évoque la possibilité d'une rencontre des Ministres des Finances des Cinq. Nous ne pourrions nous réunir au niveau des chefs de gouvernement que si nous avons quelque chose à dire.

M. FORD et M. KISSINGER soulignent le problème interne américain qu'une telle suggestion peut poser compte tenu notamment des positions assez rigides de MM. SIMONS et BURNS. Ils préféreraient donc que la préparation se situe à un niveau non gouvernemental. Suggestion appuyée par M. SCHMIDT.

Le Président de la République indique que l'important est de décider d'examiner à notre niveau la situation et les orientations à prendre. Il faudra que nous le décidions. Et ceci produira un profond effet psychologique.

L'accord se fait pour réunir, sans doute à l'initiative de la France, un groupe d'experts de très haut niveau du même type que celui dont M. SCHMIDT avait provoqué la réunion sur les problèmes de l'énergie. Il est

entendu, à la demande de M. KISSINGER, que cette décision ne sera pas rendue publique. La réunion des chefs de gouvernement, souligne M. KISSINGER, doit donc être bien préparée. Il faudra donc qu'elle intervienne sur la base du rapport de ce groupe qui n'engagera personne.

Sur la date, M. CALLAGHAN indique qu'il serait souhaitable que ce groupe se réunisse au début de l'automne.